

Décision n° 99–487 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 9 juin 1999 attribuant des ressources en numérotation à la société France Télécom (numéros de la forme 08 31 23 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 12 mars 1998 autorisant la société France Télécom à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–170 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 18 mars 1998 dédiant les numéros courts de la forme 30PQ et 31PQ à des services gratuits et les numéros court de la forme 32PQ à des services divers modifiée ;

Vu la décision n° 99–330 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 28 avril 1999 dédiant les numéros 08 3B PQ MC DU comme substituts de numéros courts de la forme 3B PQ dans les départements d'outre–mer et dans la collectivité territoriale de Saint–Pierre–et–Miquelon ;

Vu la décision n° 98–80 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 portant attribution de ressources en numérotation à la société France Télécom modifiée par la décision n° 99–481 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 9 juin 1999 ;

Vu la demande de la société France Télécom reçue le 21 mai 1999 ;

Après en avoir délibéré le 9 juin 1999 ;

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 08 31 23 MC DU sont attribués à la société France Télécom dans les départements d'outre–mer et dans la collectivité territoriale de Saint–Pierre–et–Miquelon pour l'accès aux services accessibles sur le territoire métropolitain par le numéro 3123 dans les conditions décrites dans la décision n° 99–330 susvisée.

Article 2 – La société France Télécom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société France Télécom adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 juin 1999

Le Président

Jean–Michel Hubert